

Bijlage bij het ministerieel besluit van 2 maart 2005

Netto belastbaar inkommen (vastgesteld overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 9 mei 1984 tot uitvoering van artikel 100bis, § 1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn)	Percentage van de inkomensschijf waarmee rekening werd gehouden voor de berekening van de bedragen vermeld in de tabel van de terug te vorderen maandelijkse bedragen	TERUG TE VORDEREN MAANDELIJKS BEDRAG IN FUNCTIE VAN HET AANTAL PERSONEN TEN LASTE											
		0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 en meer personen ten laste	
€ 16.682,00 - € 19.017,47	15 %	€ 29	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
€ 19.017,48 - € 21.352,95	15 %	€ 58	€ 29	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
€ 21.352,96 - € 23.688,43	20 %	€ 97	€ 58	€ 29	-	-	-	-	-	-	-	-	-
€ 23.688,44 - € 26.023,91	20 %	€ 136	€ 97	€ 58	€ 29	-	-	-	-	-	-	-	-
€ 26.023,92 - € 28.359,39	25 %	€ 185	€ 136	€ 97	€ 58	€ 29	-	-	-	-	-	-	-
€ 28.359,40 - € 30.694,87	25 %	€ 234	€ 185	€ 136	€ 97	€ 58	€ 29	-	-	-	-	-	-
€ 30.694,88 - € 33.030,35	30 %	€ 292	€ 234	€ 185	€ 136	€ 97	€ 58	€ 29	-	-	-	-	-
€ 33.030,36 - € 35.365,83	30 %	€ 350	€ 292	€ 234	€ 185	€ 136	€ 97	€ 58	€ 29	-	-	-	-
€ 35.365,84 - € 37.701,31	35 %	€ 418	€ 350	€ 292	€ 234	€ 185	€ 136	€ 97	€ 58	€ 29	-	-	-
€ 37.701,32 - € 40.036,79	35 %	€ 487	€ 418	€ 350	€ 292	€ 234	€ 185	€ 136	€ 97	€ 58	€ 29	-	-
€ 40.036,80 - € 42.372,27	40 %	€ 564	€ 487	€ 418	€ 350	€ 292	€ 234	€ 185	€ 136	€ 97	€ 58	€ 29	-
€ 42.372,28 - € 44.707,75	40 %	€ 642	€ 564	€ 487	€ 418	€ 350	€ 292	€ 234	€ 185	€ 136	€ 97	€ 58	€ 29
€ 44.707,76 en meer	50 %	€ 740	€ 642	€ 564	€ 487	€ 418	€ 350	€ 292	€ 234	€ 185	€ 136	€ 97	€ 58

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 2 maart 2005 tot vaststelling van de schaal van tussenkomsten bedoeld in artikel 16 van het koninklijk besluit van 9 mei 1984 tot uitvoering van artikel 100bis, § 1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

De Minister van Maatschappelijke Integratie,
C. DUPONT

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 778

[2005/31083]

30 AVRIL 2004. — Décret relatif à la cohésion sociale

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté :

CHAPITRE I^{er}. — Des dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1. le Collège : le collège de la Commission communautaire française;
2. les services du Collège : l'administration de la Commission communautaire française;
3. les communes : les communes éligibles de la Région de Bruxelles-Capitale;
4. le décret du 5 juin 1997 : le décret de la Commission communautaire française du 5 juin 1997 portant création du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé;
5. le Conseil consultatif : le Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, créé par le décret du 5 juin 1997;
6. la loi du 15 décembre 1980 : la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

7. le Code de la nationalité : la loi du 28 juin 1984 relative à certains aspects de la conditions des étrangers et instituant le Code de la nationalité belge;

8. la loi du 22 décembre 1999 : la loi du 22 décembre 1999 relative à la régularisation de séjour de certaines catégories d'étrangers séjournant sur le territoire du royaume;

9. EDRLR : l'Espace de développement renforcé du logement et de la rénovation tel que délimité par le Plan régional de développement pris en exécution des articles 16 à 24 de l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 août 1991 organique de la Planification de l'Urbanisme;

10. dotation générale aux communes : dotation générale aux communes telle qu'établie par l'ordonnance du 21 décembre 1998 fixant les règles de répartition de la dotation générale aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale à partir de l'année 1998.

Art. 3. Dans les limites de ses compétences, le Collège met tout en œuvre pour garantir la cohésion sociale sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale et soutenir ceux qui y œuvrent.

Par cohésion sociale, on entend l'ensemble des processus sociaux qui contribuent à assurer à tous les individus ou groupes d'individus, quelle que soit leur origine nationale ou ethnique, leur appartenance culturelle, religieuse ou philosophique, leur statut social, leur niveau socio-économique, leur âge, leur orientation sexuelle ou leur santé, l'égalité des chances et des conditions, le bien-être économique, social et culturel, afin de permettre à chacun de participer activement à la société et d'y être reconnu.

Ces processus visent en particulier la lutte contre toute forme de discrimination et d'exclusion sociale par le développement de politiques d'intégration sociale, d'interculturalité, de diversité socioculturelle et de cohabitation des différentes communautés locales.

Ils sont mis en œuvre, notamment, par le développement d'une action communautaire de quartier et du travail en réseau.

Art. 4. Afin de garantir la cohésion sociale, le Collège fixe tous les cinq ans, et pour une période de cinq ans, les objectifs prioritaires à atteindre.

Pour préparer sa décision, le Collège évalue les politiques menées pendant le quinquennat en cours, les besoins et problèmes des personnes et des groupes de personnes concernés au regard des principes visés à l'article 3, ainsi que l'évolution des indices socio-économiques des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, tel que défini à l'article 6.

Il propose alors aux communes éligibles en vertu de l'article 5, la négociation et la signature d'un contrat communal de cohésion sociale d'une durée maximale de 5 ans, suivant les modalités fixées aux articles 6 à 11.

Le Collège peut également soutenir directement, selon les modalités prévues aux articles 12 à 14, des projets d'intérêt régional, intercommunal ou des projets qui n'ont pas été inclus dans un contrat communal de cohésion sociale. Il conclut dans ce cas avec l'association concernée un contrat régional de cohésion sociale.

CHAPITRE II. — *Eligibilité des communes*

Art. 5. Les communes éligibles sont celles dont le territoire ou une partie de celui-ci compose l'EDRLR.

Le Collège peut néanmoins soutenir des projets développés dans des quartiers de communes ne composant pas l'EDRLR, pour autant que ces communes justifient de la fragilité d'un ou de plusieurs de leurs quartiers au regard des critères socio-économiques définis à l'article 6, alinéa 3.

Les projets visés au deuxième alinéa sont soutenus conformément à la procédure fixée aux articles 8 et 9.

CHAPITRE III. — *Le contrat communal de cohésion sociale*

Section 1^{re}. — Généralités

Art. 6. 80 % du budget alloué à la cohésion sociale sont répartis entre les communes visées à l'article 5, alinéa 1^{er} du présent décret.

Le Collège fixe et pondère les critères qui déterminent la répartition du montant entre elles.

Ces critères portent sur les indices socio-économiques des communes et des difficultés sociales rencontrées par leur population et sont, au minimum, les suivantes :

- densité de la population;
- pourcentage d'étrangers inscrits au registre d'attente ou au registre des étrangers;
- pourcentage de personnes bénéficiant du revenu d'intégration et de l'aide sociale financière équivalente à ce revenu;
- impôt des personnes physiques;
- faible commodité des logements;
- vétusté des logements;
- faiblesse d'accès à Internet;
- absence de véhicule automobile;
- fragilité socio-sanitaire;
- part de subside régional dans les contrats de sécurité et de prévention;
- part dans la dotation générale aux communes.

Section 2. — La coordination locale

Art. 7. Afin de garantir la bonne exécution des contrats communaux de cohésion sociale, le Collège finance une coordination locale par commune éligible, selon les modalités qu'il détermine.

La coordination locale est chargée de sélectionner les projets de cohésion sociale après appel public à projets, d'organiser la coordination, de les accompagner au niveau administratif et de les évaluer. Elle est le relais entre le Collège, la commune et les associations.

Elle assure en outre :

- la mise à jour permanente d'une information sur l'offre sociale sur le territoire de la commune;
- une analyse continue des problèmes et besoins sur le territoire de la commune et l'établissement d'un rapport annuel à destination de la section « cohésion sociale » du Conseil consultatif visé au chapitre 6, du Centre régional d'appui visé au chapitre 5, du Conseil communal et du Conseil de l'aide sociale;
- l'organisation et le suivi d'une concertation avec les différents acteurs de la cohésion sociale, telle que définie aux articles 10 et 11;
- la préparation et le suivi de l'exécution des contrats communaux de cohésion sociale.

Section 3. — Elaboration et contenu du contrat communal de cohésion sociale

Art. 8. Afin d'assurer la meilleure coordination entre tous les dispositifs et toutes les initiatives, le Collège communique, au plus tard le 30 mai de l'année qui précède le quinquennat concerné, aux collèges des bourgmestres et échevins des communes éligibles, les objectifs visés à l'article 4.

Il leur propose la négociation et la signature d'un contrat communal de cohésion sociale.

Le contrat communal de cohésion sociale établit la manière dont les objectifs visés à l'article 4 seront poursuivis sur le territoire de la commune et, éventuellement, fixe un ou plusieurs objectifs spécifiques à la commune et les modalités du cofinancement communal des projets de cohésion sociale sélectionnés.

Il établit la liste des associations qui seront chargées, par des actions spécifiques décrites pour chaque association, d'œuvrer à la poursuite des objectifs du contrat.

Au moins 80 % du montant annuel fixé à l'article 6, alinéa 1^{er}, sont consacrés au financement des projets des associations reprises dans le contrat communal de cohésion sociale, qui précise le montant annuel réservé à chaque association, ainsi que la durée de l'action financée.

Le solde peut être affecté au financement des projets ponctuels et non récurrents ou à des dépenses imprévisibles.

Chaque association signe en outre avec la commune et les services du collège une convention spécifique, décrivant avec précision le projet qu'elle entend développer, le public qu'elle vise, la finalité de son action, le budget détaillé qui lui est alloué, la durée du contrat, ainsi que les critères et modalités d'évaluation de son travail.

Le Collège fixe la procédure d'élaboration et les modalités de modification et de résiliation du contrat communal de cohésion sociale.

Le contrat communal contient également la liste des associations qui n'ont pas été retenues et le motif du refus de subventionnement de ces associations.

Art. 9. Si une commune fait défaut, le Collège peut subventionner directement les projets des associations établies sur son territoire.

Cette demande sera traitée conformément à la procédure de négociation des contrats régionaux de cohésion sociale telle qu'établie par les articles 12 à 14.

Section 4. — La concertation locale

Art. 10. Conformément à l'article 7, la coordination locale organise une concertation qui réunit tous les acteurs locaux de la cohésion sociale.

Elle vise à permettre une meilleure information de ceux-ci, le développement de collaborations entre associations œuvrant pour la cohésion sociale et la recherche d'une cohérence des actions retenues en application du présent décret avec d'autres programmes et politiques, que ceux-ci relèvent des pouvoirs locaux, régionaux, fédéraux ou internationaux.

La concertation locale remet un avis global sur le projet de contrat communal de cohésion sociale.

Des notes de minorités peuvent y être annexées.

Art. 11. Le Collège fixe les règles minimales de fonctionnement de la concertation locale afin d'y garantir l'accès et le droit de parole de tous, la transparence des procédures de sélection et d'évaluation des projets.

La concertation locale se réunit au moins trois fois par an.

Les responsables des associations inscrites dans le contrat communal de cohésion sociale sont tenus d'un participant, selon les modalités prévues au contrat.

CHAPITRE IV. — *Le contrat régional de cohésion sociale*

Art. 12. Conformément à l'article 4, alinéa 4 du présent décret, 20 % du budget alloué à la cohésion sociale sont consacrés aux projets régionaux ou intercommunaux, à des projets qui n'ont pas été inclus dans un contrat communal de cohésion sociale ou aux projets visés par l'article 5, alinéa 2.

Excepté les projets visés à l'article 5, alinéa 2, les projets visés au premier alinéa sont consacrés dans un contrat régional de cohésion sociale.

Art. 13. Le contrat régional de cohésion sociale détermine, pour une durée maximale de cinq ans, la manière dont les objectifs fixés par le Collège conformément à l'article 4 seront poursuivis par les associations.

Il fixe un ou plusieurs objectifs spécifiques aux associations concernées, et détermine le projet qu'elles entendent développer, le public qu'elles visent, la finalité de leur action, le budget qui leur est alloué, ainsi que les critères et modalités d'évaluation de leur travail.

Art. 14. Les contrats régionaux de cohésion sociale sont négociés, par le Collège, durant la même période que les contrats communaux de cohésion sociale.

Ils sont précédés d'un appel à projet lancé par le Collège au plus tard le 30 septembre de l'année qui précède le début du quinquennat concerné.

Toutefois, 20 % de l'enveloppe budgétaire fixée à l'article 12 sont destinés au financement de projets nés en cours de quinquennat. La durée de ces projets ne peut dépasser celle de la partie du quinquennat restant à courir; dans ce cas, la négociation du contrat a lieu en cours de quinquennat.

Le Collège fixe la procédure d'élaboration et les modalités de modification et de résiliation du contrat régional de cohésion sociale.

CHAPITRE V. — *Du Centre régional d'appui*

Art. 15. Le Collège désigne pour 5 ans et subventionne un Centre régional d'appui, ci-après dénommé le Centre régional.

Le Centre régional est chargé d'élaborer, en concertation avec les coordinations locales, un rapport annuel sur l'application du décret dans l'ensemble de la Région, et de proposer au Collège des orientations nouvelles pour cette politique. Ce rapport est communiqué à l'Assemblée de la Commission communautaire française.

Il organise la rencontre des acteurs de la cohésion sociale au niveau régional.

Il est chargé d'organiser un accompagnement méthodologique des coordinations.

CHAPITRE VI. — *De la section « Cohésion sociale » du Conseil consultatif*

Art. 16. A l'article 4, § 1^{er}, du décret du 5 juin 1997 portant création du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, est ajouté un point 5°, la section « Cohésion sociale ».

A l'article 5, le § 5 est remplacé par :

« § 5. D'initiative ou à la demande du Collège, la section Cohésion sociale a pour mission de donner des avis sur toutes les questions qui concernent la cohésion sociale. Son avis est requis sur les projets de décrets et leurs arrêtés d'exécution, ainsi que sur les contrats communaux et régionaux de cohésion sociale ».

A l'article 8, § 2, les mots « pour la section mentionnée à l'article 4, § 1^{er}, 4° » sont remplacés par les mots « pour les sections mentionnées à l'article 4, § 1^{er}, 4° et 5° ».

L'ancien § 5 devient le § 6.

Le Collège détermine la composition, le mode de sélection et les incompatibilités avec d'autres fonctions des membres de la section « Cohésion sociale » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé.

CHAPITRE VII. — *Du subventionnement*

Art. 17. Le financement des contrats de cohésion sociale s'opère par la liquidation de subventions aux associations.

Une avance égale à 90 % de la subvention est liquidée au plus tard le 20 février de l'année civile concernée, au profit des associations dont la subvention globale ne dépasse pas 10.000 euros. Le solde est liquidé sur la base d'un décompte final selon les modalités arrêtées par le Collège.

Les associations dont la subvention globale est supérieure à 10.000 euros reçoivent, au plus tard le 20 février de l'année civile concernée, une première avance de 50 % de la subvention, et au plus tard le 30 juin, une deuxième avance égale à 40 % de la subvention. Le solde est liquidé sur la base d'un décompte final selon les modalités arrêtées par le Collège.

Passées les échéances visées aux alinéas 2 et 3, les avances restant dues porteront intérêts de retard au taux de l'intérêt bancaire moyen, tel que fixé par la Banque nationale de Belgique, de plein droit et sans mise en demeure préalable.

Art. 18. L'association tient une comptabilité en partie double par année budgétaire et fournit annuellement un bilan et un compte de recettes et de dépenses selon le modèle imposé par le Collège.

CHAPITRE VIII. — *De l'inspection et du contrôle*

Art. 19. Le Collège désigne les agents des Services du Collège chargés du contrôle de l'application des dispositions du présent décret et des arrêtés pris en exécution de celui-ci.

Les coordinations locales et les associations subsidiées sont tenues de leur garantir le libre accès à leurs locaux et aux documents nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Art. 20. Les fonctionnaires visés à l'article 19 constatent les infractions par procès-verbaux qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie est adressée au contrevenant dans les 15 jours suivant la constatation de l'infraction.

Art. 21. Sans préjudice d'autres dispositions, l'association est tenue de restituer les subventions, ainsi que les intérêts y afférents calculés au taux légal en vigueur à la date de la décision du recouvrement, dans les cas suivants :

- 1° lorsqu'elle n'utilise pas la subvention aux fins desquelles elle lui a été accordée;
- 2° lorsqu'elle ne fournit pas les justificatifs exigés;
- 3° lorsqu'elle s'oppose à l'exercice du contrôle des agents visés à l'article 19.

L'octroi de subventions est suspendu aussi longtemps que, pour des subventions reçues précédemment, l'association ne produit pas les justificatifs exigés, s'oppose à l'exercice du contrôle ou ne restitue pas, en tout ou en partie, la subvention improprement utilisée.

CHAPITRE IX. — *Des procédures de réexamen*

Art. 22. Lorsque le Collège ne marque pas son accord sur un contrat communal de cohésion sociale, il notifie à la commune les raisons de son refus.

Dans les deux mois de la notification, la commune peut présenter, sur avis de la concertation locale, soit un nouveau contrat communal de cohésion sociale, soit une demande de réexamen de celui-ci qui contient une réponse aux raisons du refus notifiées par le Collège.

Le nouveau contrat communal de cohésion sociale ou la demande de réexamen suivent la même procédure que celle visée à l'article 8.

Art. 23. L'association qui se sent lésée, soit durant la concertation locale, soit lors de la négociation et de la signature du contrat communal ou régional de cohésion sociale, peut envoyer ses récriminations au Collège.

Sur la base de celles-ci, le Collège charge ses services :

1. d'une mission d'inspection aux fins de vérifier si les règles d'élaboration du contrat communal ont été respectées;
2. d'une mission de médiation entre l'association et la coordination locale. Si, après médiation, la commune maintient son refus d'inscrire le projet dans le contrat communal de cohésion sociale, l'association peut introduire une demande de subventionnement sur la base du chapitre IV du présent décret.

CHAPITRE X. — *Des mesures abrogatoires et finales*

Art. 24. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 11 mars 1983 portant agrément des personnes appelées à aider religieusement et/ou moralement les immigrés est abrogé.

Art. 25. Les dispositions du présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Collège et au plus tard le 1^{er} janvier 2006.

Toutefois, pour l'élaboration des contrats de cohésion sociale relatifs au premier quinquennat, les délais suivants devront être respectés :

- le Collège communiquera aux communes la liste des objectifs prioritaires au plus tard le 30 juin 2005;
 - les contrats communaux et régionaux de cohésion sociale devront être signés au plus tard le 15 décembre 2005.
- Bruxelles, le 30 avril 2004.

Le Collège de la Commission communautaire française sanctionne le décret adopté par l'Assemblée de la Commission communautaire française relatif à la cohésion sociale.

E. TOMAS,
Ministre-Président du Collège

J. SIMONET,
Membre du Collège

D. GOSUIN,
Membre du Collège

W. DRAPS,
Membre du Collège

A. HUTCHINSON,
Membre du Collège

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 778

[C — 2005/31083]

30 APRIL 2004. — Decreet met betrekking tot de sociale samenhang

De Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie heeft aangenomen

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet moet worden verstaan onder :

1. het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
2. de diensten van het College : het Bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie;
3. de gemeenten : de in aanmerking komende gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk

Gewest;

4. het decreet van 5 juni 1997 : het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 juni 1997 houdende oprichting van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid;

5. de Adviesraad : de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid, opgericht bij decreet van 5 juni 1997;

6. de wet van 15 december 1980 : de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

7. het Wetboek van de Nationaliteit : de wet van 28 juni 1984 betreffende sommige aspecten van de toestand van de vreemdelingen en houdende invoering van het Wetboek van de Belgische nationaliteit;

8. de wet van 22 december 1999 : de wet van 22 december 1999 betreffende de regularisatie van het verblijf van bepaalde categorieën van vreemdelingen verblijvend op het grondgebied van het Rijk;

9. RVOHR : de ruimte met versterkte ontwikkeling van huisvesting en renovatie, zoals deze werd afgebakend door het Gewestelijk Ontwikkelingsplan, uitgevaardigd in uitvoering van de artikelen 16 tot 24 van de ordonnantie van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw;

10. algemene dotatie aan de gemeenten : algemene dotatie aan de gemeenten zoals deze werd vastgesteld door de ordonnantie van 21 december 1998 tot vaststelling van de regels voor de verdeling van de algemene dotatie aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vanaf het jaar 1998.

Art. 3. Binnen de perken van zijn bevoegdheden stelt het College alles in het werk om op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de sociale samenhang te waarborgen en steun te verlenen aan diegenen die zich hiervoor inspannen.

Onder sociale samenhang verstaat men het geheel van sociale processen die bijdragen tot het vrijwaren van gelijke kansen en voorwaarden en het economisch, sociaal en cultureel welzijn van alle personen of groepen van personen, ongeacht hun nationale of etnische herkomst, hun culturele, filosofische of godsdienstige strekking, hun sociaal statuut, hun sociaal-filosofisch niveau, hun leeftijd, hun seksuele geaardheid of hun gezondheid, zodat het voor iedereen mogelijk is om actief deel te nemen aan de maatschappij en er erkenning te vinden.

Het doel van deze processen is in het bijzonder de strijd tegen elke vorm van discriminatie en sociale uitsluiting door middel van een beleidsontwikkeling inzake maatschappelijke integratie, interculturaliteit, sociaal-culturele diversiteit en het samenleven van de verschillende plaatselijke gemeenschappen.

Ze worden inzonderheid aangewend door de uitbouw van communautaire actie in de wijken en netwerking.

Art. 4. Om de sociale samenhang te waarborgen stelt het College om de vijf jaar en telkens voor een periode van vijf jaar de prioritaire doelstellingen vast die verwezenlijkt moeten worden.

Ter voorbereiding van zijn beslissing evalueert het College het beleid dat tijdens de lopende vijfjarige periode gevoerd werd, de behoeften en de problemen van de personen en groepen van personen die hierbij volgens de beginselen bedoeld in artikel 3 betrokken zijn, alsook de in artikel 6 omschreven evolutie van de sociaal-economische indices van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Vervolgens stelt het aan de gemeenten die in aanmerking komen krachtens artikel 5 voor op grond van de regels bepaald in de artikelen 6 tot 11 te onderhandelen over een gemeentelijk en ten hoogste vijf jaar durend contract voor sociale samenhang en dit te ondertekenen.

Het College kan op grond van de regels bepaald in de artikelen 12 tot 14 eveneens rechtstreeks steun verlenen aan projecten met een gewestelijk of intergemeentelijk belang of projecten die niet werden ondergebracht in een gemeentelijk contract voor sociale samenhang.

In dat geval sluit het met de betrokken vereniging een gewestelijk contract voor sociale samenhang.

HOOFDSTUK II. — *Gemeenten die in aanmerking komen*

Art. 5. Gemeenten komen in aanmerking als hun grondgebied of een deel hiervan deel uitmaakt van de RVOHR.

Het College kan evenwel projecten steunen die ontwikkeld worden in wijken van gemeenten die buiten de RVOHR gelegen zijn voor zover deze gemeenten de kwetsbaarheid van één of meerdere van hun wijken verantwoordend uitgaand van de sociaal-economische criteria die staan omschreven in artikel 6, derde lid.

De projecten bedoeld in het tweede lid worden gesteund overeenkomstig de procedure vastgesteld in de artikelen 8 en 9.

HOOFDSTUK III. — *Het gemeentelijk contract voor sociale samenhang**Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

Art. 6. 80 % van de begroting die voor de sociale samenhang is voorbestemd, wordt verdeeld over de gemeenten bedoeld in artikel 5, eerste lid, van dit decreet.

Het College bepaalt en weegt de criteria waarvan de verdeling van het bedrag over de gemeenten afhangt.

Deze criteria hebben betrekking op de sociaal-economische indices die betrekking hebben op

hun bevolking. Het zijn ten minste :

- bevolkingsdichtheid;
- percentage vreemdelingen ingeschreven in het wacht- of vreemdelingenregister;
- percentage leefloners en begunstigen van een maatschappelijke tegemoetkoming die hiermee wordt gelijkgesteld;
- personenbelasting;
- klein comfort van woningen;
- bouwvalligheid van woningen;
- weinig toegang tot internet;
- geen auto;
- sociaal-sanitaire kwetsbaarheid;
- aandeel van de gewestelijke subsidiëring in de veiligheids- en preventiecontracten;
- aandeel in de algemene dotatie aan de gemeenten.

Afdeling 2. — De plaatselijke coördinatie

Art. 7. Om de goede uitvoering van de gemeentelijke contracten voor sociale samenhang te waarborgen, financiert het College een plaatselijke coördinatie per gemeente die in aanmerking komt, op de wijze die het zelf vaststelt.

De plaatselijke coördinatie is ermee belast de projecten voor sociale samenhang te selecteren na de openbare oproep tot indiening ervan, de coördinatie ervan te organiseren, ze administratief op te volgen en te evalueren. Ze is de tussenschakel tussen de het College, de gemeente en de verenigingen.

Zij verzorgt daarnaast :

- de permanente actualisering van informatie over het sociaal aanbod op het grondgebied van de gemeente;
- een continue analyse van de problemen en behoeften op het grondgebied van de gemeente en een jaarlijks verslag bestemd voor de afdeling « sociale samenhang » van de Adviesraad bedoeld in hoofdstuk 6, voor het Gewestelijk Ondersteuningscentrum bedoeld in hoofdstuk 5, voor de Gemeenteraad en voor de Raad voor Maatschappelijk Welzijn;
- de organisatie en de opvolging van een overleg met de verschillende actoren van de sociale samenhang, zoals omschreven in artikelen 10 en 11;
- de voorbereiding en de opvolging van de uitvoering van de gemeentelijke contracten voor sociale samenhang.

Afdeling 3. — Uitwerking en inhoud van het contract voor sociale samenhang

Art. 8. Om een betere coördinatie tot stand te brengen tussen alle maatregelen en initiatieven deelt het College ten laatste op 30 mei van het jaar dat de betrokken vijfjarige periode voorafgaat de doelstellingen bedoeld in artikel 4 mee aan de Colleges van Burgemeester en Schepenen van de in aanmerking komende gemeenten.

Het stelt hen voor te onderhandelen over een gemeentelijk contract voor de sociale samenhang en dit te ondertekenen.

Het gemeentelijk contract voor sociale samenhang bepaalt hoe de in artikel 4 bedoelde doelstellingen op het grondgebied van de gemeente verwezenlijkt moeten worden en stelt eventueel één of meerdere doelstellingen vast specifiek voor de gemeente, alsook de wijze waarop de gemeenten de geselecteerde projecten voor sociale samenhang cofinancieren.

Het stelt de lijst met verenigingen vast die ermee belast zullen worden de doelstellingen van het contract te verwezenlijken aan de hand van specifieke acties die voor elke vereniging omschreven worden.

Minstens 80 % van het jaarbedrag dat bij artikel 6, eerste lid, is vastgesteld, wordt besteed aan de financiering van de projecten van de verenigingen vermeld in het gemeentelijk contract voor sociale samenhang, dat preciseerd welk bedrag jaarlijks voor elke vereniging wordt voorbehouden en hoelang de gefinancierde actie duurt.

Het saldo kan bestemd worden voor de financiering van gerichte en eenmalige projecten of voor onvoorziene uitgaven.

Elke vereniging ondertekent daarnaast met de gemeente en de diensten van het College een specifieke overeenkomst die een nauwkeurige beschrijving geeft van het project dat zij wil ontwikkelen, de doelgroep die zij beoogt, het doel van haar actie, de gedetailleerde begroting die haar werd toegekend, de duur van het contract en de evaluatiecriteria en-regels van haar werkzaamheden.

Het College bepaalt de uitwerkingsprocedure en de regels voor de aanpassing en de opzegging van het gemeentelijk contract voor sociale samenhang.

Het gemeentelijk contract omvat eveneens de lijst met verenigingen die niet weerhouden werden en de redenen waarom geweigerd werd deze verenigingen te subsidiëren.

Art. 9. Als een gemeente niet aan haar verplichtingen voldoet, dan kan het College rechtstreeks projecten subsidiëren op haar grondgebied.

Deze aanvraag dient behandeld te worden overeenkomstig de onderhandelingsprocedure voor de gewestelijke contracten voor sociale samenhang zoals bepaald in de artikelen 12 tot 14.

Afdeling 4. — Het plaatselijk overleg

Art. 10. Overeenkomstig artikel 7 organiseert de plaatselijke coördinatie een overleg waarin alle plaatselijke actoren van de sociale samenhang vertegenwoordigd zijn.

Ze beoogt deze beter te informeren, de samenwerking te bevorderen tussen verenigingen die ijveren voor de sociale samenhang en te streven naar samenhang van de acties die in toepassing van dit decreet weerhouden werden met andere programma's en beleidsgebieden, of deze nu vallen onder plaatselijke, gewestelijke, federale of internationale besturen.

De plaatselijke coördinatie brengt een globaal advies uit over het gemeentelijk contract voor sociale samenhang.

Minderheidsstandpunten kunnen worden aangehecht.

Art. 11. Het College stelt de minimale werkingsregels van de plaatselijke coördinatie vast om te waarborgen dat iedereen er toegang toe krijgt en er recht van spreken heeft en dat de selectie en evaluatieprocedures van de projecten transparant zijn.

Het plaatselijk overleg vergadert minstens driemaal per jaar.

De verantwoordelijken van de verenigingen die in het gemeentelijk contract voor sociale samenhang staan ingeschreven, zijn verplicht hieraan deel te nemen op de wijze die in het contract wordt bepaald.

HOOFDSTUK IV. — Het gewestelijk contract voor sociale samenhang

Art. 12. Overeenkomstig artikel 4, vierde lid van dit decreet, wordt 20 % van de begroting die aan de sociale samenhang is toegewezen, besteed aan gewestelijke of inter-gemeentelijke projecten, aan projecten die niet werden opgenomen in een gemeentelijk contract voor sociale samenhang of aan projecten bedoeld in artikel 5, tweede lid.

Met uitzondering van de projecten bedoeld in artikel 5, tweede lid, worden de projecten bedoeld in het eerste lid besteed in een gewestelijk contract voor sociale samenhang.

Art. 13. Het gewestelijk contract voor sociale samenhang bepaalt voor een maximale duur van 5 jaar de wijze waarop de verenigingen de overeenkomstig artikel 4 door het College vastgestelde doelstellingen moeten nastreven.

Het legt voor de betrokken verenigingen één of meerdere specifieke doelstellingen vast en bepaalt het project dat zij dienen uit te werken, hun doelgroep, de finaliteit van hun actie, de begroting die hun wordt toegekend en de evaluatiecriteria en -wijze van hun werking.

Art. 14. De gewestelijke contracten voor sociale samenhang worden onderhandeld tijdens dezelfde periode als de gemeentelijke contracten voor sociale samenhang.

Ze worden voorafgegaan door een oproep vanwege het College ten laatste op 30 september van het jaar dat het begin van de betrokken vijfjarige periode voorafgaat.

20 % van de begrotingsomslag die is vastgelegd in artikel 12 is evenwel bestemd voor de financiering van projecten die ontstaan in de loop van de vijfjarige periode. De duur van deze projecten mag het overblijvende deel van de vijfjarige periode niet overschrijden; in dit geval wordt het contract onderhandeld in de loop van de vijfjarige periode.

Het College bepaalt de uitwerkingsprocedure en de wijze waarop het gewestelijk contract voor sociale samenhang kan worden aangepast en ontbonden.

HOOFDSTUK V. — Het Gewestelijk Ondersteuningscentrum

Art. 15. Het College stelt voor vijf jaar een Gewestelijk Ondersteuningscentrum aan dat het subsidieert en dat hierna het Gewestelijk Centrum wordt genoemd.

Het Gewestelijk Centrum wordt er mee belast in overleg met de plaatselijke coördinaties een jaarverslag op te stellen over de toepassing van het decreet in het hele Gewest en aan het College nieuwe beleidslijnen voor te stellen. Dit verslag wordt meegedeeld aan de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie.

Het organiseert de samenspraak van de actoren van de sociale samenhang op gewestelijk vlak.

Het wordt ermee belast een methodologische begeleiding van de coördinaties te organiseren.

HOOFDSTUK VI. — *De afdeling « Sociale Samenhang » van de Adviesraad*

Art. 16. In artikel 4, § 1, van het decreet van 5 juni 1997 houdende oprichting van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid wordt een punt 5°, de afdeling « Sociale Samenhang », toegevoegd.

In artikel 5 wordt § 5 vervangen door :

« § 5. Het is de taak van de afdeling Sociale Samenhang om op eigen initiatief of op verzoek van het College adviezen uit te brengen over alle aangelegenheden die betrekking hebben op de sociale samenhang. Haar advies is vereist voor ontwerpdecreten en de uitvoeringsbesluiten hiervan, alsook voor de gemeentelijke en gewestelijke contracten voor sociale samenhang. »

In artikel 8, § 2, worden de woorden « voor de afdeling bedoeld in artikel 4, § 1, 4° » vervangen door de woorden « voor de afdelingen bedoeld in artikel 4, § 1, 4° en 5° ».

De vroegere § 5 wordt § 6.

Het College bepaalt de samenstelling, de selectiewijze en de onverzoenbaarheden met andere functies voor de leden van de afdeling « Sociale Samenhang » van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid.

HOOFDSTUK VII. — *De subsidiëring*

Art. 17. De financiering van de contracten voor sociale samenhang geschiedt door uitbetaling van subsidies aan verenigingen.

Ten laatste op 20 februari van het betrokken kalenderjaar wordt een voorschot gelijk aan 90 % van de subsidie uitgekeerd ten gunste van de verenigingen waarvan de globale subsidie niet meer bedraagt dan 10.000 euro. Het saldo wordt op grond van een eindafrekening uitgekeerd op de wijze die door het College wordt vastgesteld.

Verenigingen waarvan de globale subsidie meer bedraagt dan 10.000 euro ontvangen ten laatste op 20 februari van het betrokken kalenderjaar een eerste voorschot van 50% van de subsidie en ten laatste op 30 juni een tweede voorschot gelijk aan 40 % van de subsidie. Het saldo wordt op grond van een eindafrekening uitgekeerd op de wijze die door het College wordt vastgesteld.

Na het verstrijken van de termijnen bedoeld in het tweede en derde lid is op de uitstaande voorschotten van rechtswege en zonder voorafgaande ingebrekestelling verwijlinterest verschuldigd tegen de gemiddelde bankrente zoals deze door de Nationale Bank van België wordt vastgesteld.

Art. 18. De vereniging voert een dubbele boekhouding per begrotingsjaar en legt jaarlijks een balans en een resultatenrekening voor naar het model dat door het College wordt opgelegd.

HOOFDSTUK VIII. — *Inspectie en controle*

Art. 19. Het College stelt de personeelsleden van de diensten van het College aan die belast worden met de controle op de toepassing van bepalingen van dit decreet en de besluiten die in uitvoering hiervan worden genomen.

De plaatselijke coördinaties en de gesubsidieerde verenigingen dienen hen vrije toegang te waarborgen tot hun kantoren en tot de documenten die noodzakelijk zijn opdat zij hun opdracht kunnen vervullen.

Art. 20. De ambtenaren bedoeld in artikel 19 stellen overtredingen vast bij proces-verbaal dat geldt tot bewijs van het tegendeel. Een afschrift wordt aan de overtreder toegestuurd binnen 15 dagen van vaststelling van de overtreding.

Art. 21. Onverminderd andere bepalingen is de vereniging verplicht de subsidies terug te betalen, alsook de hierop verschuldigde interesten, berekend tegen de wettelijke rentevoet geldend op de datum van de beslissing tot terugvordering, in de volgende gevallen :

- 1° als zij de subsidie niet gebruikt voor de doeleinden waarvoor zij werd toegekend;
- 2° als zij niet de vereiste verantwoordingsstukken voorlegt;
- 3° als zij zich verzet tegen de uitoefening van de controle door de personeelsleden bedoeld in artikel 19.

De toekenning van de subsidie wordt opgeschort zolang de vereniging voor voorheen ontvangen subsidies niet de vereiste verantwoordingsstukken voorlegt, zich verzet tegen de uitoefening van de controle of de oneigenlijk gebruikte subsidie niet voor een deel of in haar geheel terugbetaalt.

HOOFDSTUK IX. — *Procedures voor een nieuw onderzoek*

Art. 22. Wanneer het College een gemeentelijk contract voor sociale samenhang niet goedkeurt, dan deelt het aan de gemeente de redenen voor deze weigering mee.

Binnen twee maanden na de bekendmaking dient de gemeente op advies van het plaatselijk overleg hetzij een nieuw gemeentelijk contract voor sociale samenhang, hetzij een verzoek om een nieuw onderzoek hiervan voor te leggen, op voorwaarde dat dit laatste een antwoord bevat op de redenen voor de weigering zoals deze door het College werden meegedeeld.

Het nieuwe contract voor sociale samenhang en het verzoek om een nieuw onderzoek volgen dezelfde procedure als deze bedoeld in artikel 8.

Art. 23. De vereniging die zich benadeeld acht, hetzij tijdens het plaatselijk overleg, hetzij tijdens de onderhandeling en de ondertekening van het gemeentelijk of het gewestelijk contract voor sociale samenhang, kan hiertegen protesteren bij het College.

Op basis hiervan belast het College zijn diensten :

1. met een inspectie-opdracht om na te gaan of de uitwerkingsregels voor het gemeentelijk contract werden nageleefd;
2. met de bemiddelingsopdracht tussen de vereniging en het plaatselijk overleg. Indien na het overleg de gemeente vasthoudt aan haar weigering om het project in te schrijven in het gemeentelijk contract voor sociale samenhang, dan kan de vereniging een verzoek om subsidiëring indienen op grond van hoofdstuk 4 van dit decreet.

HOOFDSTUK X. — *Opheffings- en slotmaatregelen*

Art. 24. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 11 maart 1983 houdende erkenning van de personen die de immigranten religieus en/of moreel moeten bijstaan wordt opgeheven.

Art. 25. De bepalingen van dit decreet worden van kracht op de dag die door het College wordt vastgesteld en ten laatste op 1 januari 2006.

Voor de uitwerking van de contracten voor sociale samenhang met betrekking tot de eerste periode van vijf jaar moeten evenwel de volgende termijnen worden nageleefd :

- het College deelt aan de gemeenten ten laatste op 30 juni 2005 de lijst met prioritaire doelstellingen mee;
- de gemeentelijke en gewestelijke contracten voor sociale samenhang moeten ten laatste op 15 december 2005 ondertekend zijn.

Brussel, 30 april 2004.

Voor gelijkvormige verzending, Het College van de Franse Gemeenschapscommissie bekrachtigt het door de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie aangenomen decreet met betrekking tot de sociale samenhang.

E. TOMAS,
Voorzitter van het College
J. SIMONET,
Lid van het College
D. GOSUIN,
Lid van het College
W. DRAPS,
Lid van het College
A. HUTCHINSON,
Lid van het College

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2005 — 779

[2005/200744]

10 DECEMBRE 2004. — Accord de coopération instituant un Conseil commun du Trésor pour la Région wallonne et la Communauté française

Entre, d'une part,

la Communauté française, représentée par :

- Mme Marie ARENA, Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
- M. Michel DAERDEN, Vice-Président du Gouvernement de la Communauté française et Ministre du Budget et des Finances;

Et, d'autre part,

la Région wallonne, représentée par :

- Monsieur Jean-Claude VAN CAUWENBERGHE, Ministre-Président du Gouvernement wallon,
- Monsieur Michel DAERDEN, Vice-Président du Gouvernement de la Région wallonne et Ministre du Budget et des Finances;

Il est convenu ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Composition et fonctionnement*

Article 1^{er}. Les parties conviennent de créer, auprès du Gouvernement de la Communauté française et du Gouvernement wallon, un organe consultatif spécialisé dans la gestion financière et de trésorerie de la Communauté française et de la Région wallonne, appelé Conseil commun du Trésor, ci-après dénommé " le Conseil commun ".

Art. 2. Le Président du Conseil commun est choisi de commun accord par les Ministres régional et communautaire ayant le Budget et les Finances dans leurs attributions.

Le Conseil Commun est en outre composé :

- 1° d'un représentant du Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française;
- 2° d'un représentant du Ministre-Président du Gouvernement wallon;
- 3° d'un représentant de chacun des Vice-Présidents du Gouvernement de la Communauté française;
- 4° d'un représentant de chacun des Vice-Présidents du Gouvernement wallon;
- 5° du Directeur général de la Direction générale du Budget et des Finances du Ministère de la Communauté française;
- 6° de l'Inspecteur général de la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne;
- 7° du Directeur général adjoint du Service général des Finances du Ministère de la Communauté française;
- 8° de l'Inspecteur général de la Division du Budget du Ministère de la Région wallonne.

Art. 3. En cas d'absence de l'un des Inspecteurs généraux, Directeurs généraux ou généraux adjoints visés à l'article 2, le Secrétaire général de la Région wallonne et le Secrétaire général de la Communauté française peuvent, chacun pour ce qui les concerne, désigner les agents qui les représentent.